

1

AFEP

11 avenue Delcassé, Paris
Le bras armé du CAC40 pour défendre ses intérêts au cœur de l'État et freiner les mesures de justice fiscale

Emanation du CAC40, l'Association française des entreprises privées (AFEP) cultive des relations étroites avec les administrations d'État, notamment le ministère des Finances qu'elle se vante d'avoir « au téléphone dix fois par jour ». Elle est informée à l'avance des futures normes et législations et peut transmettre ses remarques et suggestions avant même que les parlementaires et la société civile ne soient informés des projets. La fiscalité constitue l'un des principaux chevaux de bataille de l'AFEP. Depuis des années, elle se plaint des impôts « excessifs » qui pèseraient sur les entreprises en France. Elle s'est aussi attaquée à la lutte contre l'optimisation fiscale et en particulier au « reporting pays par pays » public, mesure qui permettrait de mettre à jour les éventuelles manipulations fiscales des grands groupes. Adoptée partiellement par les députés en 2016, la disposition a été censurée par le Conseil constitutionnel, qui a repris l'argument de l'AFEP que la mesure portait atteinte au secret des affaires¹.

1) <http://multinationales.org/Quand-le-Conseil-constitutionnel-se-fait-le-gardien-des-interets-des-grandes>

L'AFEP CULTIVE DES RELATIONS ÉTROITES AVEC LES ADMINISTRATIONS D'ÉTAT, NOTAMMENT LE MINISTÈRE DES FINANCES QU'ELLE SE VANTE D'AVOIR « AU TÉLÉPHONE DIX FOIS PAR JOUR ».

2

SANOFI

54 rue La Boétie, Paris
Le fan n°1 du crédit impôt recherche, niche d'optimisation fiscale made in France

Depuis plusieurs années, Sanofi enchaîne les restructurations et les suppressions d'emploi. En même temps, l'entreprise verse des rémunérations mirobolantes à ses dirigeants et distribue généreusement les dividendes à ses actionnaires. Même logique en ce qui concerne l'impôt : d'un côté, Sanofi multiplie les manœuvres pour réduire son ardoise fiscale en France, comme la création d'une banque interne en Belgique pour bénéficier des intérêts notionnels ou de filiales ailleurs pour concentrer les revenus de ses brevets¹. De l'autre, l'entreprise figure parmi les principaux bénéficiaires des crédits d'impôts en France, notamment le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) et le Crédit d'impôt recherche (CIR). Malgré les 130 millions d'euros touchés chaque année au titre du CIR, Sanofi continue à réduire ses capacités de recherche en France. Les abus auquel donne lieu le Crédit impôt recherche, en l'absence de critères rigoureux et de contrôle, l'apparentent à un dispositif d'optimisation fiscale « made in France », servant à attirer les multinationales sans contrepartie réelle en termes de R&D. Les dirigeants de Sanofi, eux, défendent le dispositif en menaçant implicitement de supprimer encore davantage d'emplois de chercheurs dans le pays s'il était abandonné ou limité².

1) <http://www.humanite.fr/social-eco/comment-sanofi-se-soustrait-l-impot-552321>
2) https://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20150316/ce_cir.html#toc2 et <http://www.francetvinfo.fr/replay-magazine/france-2/cash-investigation/vidéo-cash-investigation-emmanuel-macron-et-le-cas-sanofi-836283.html>

MALGRÉ LES 130 MILLIONS D'EUROS TOUCHÉS CHAQUE ANNÉE AU TITRE DU CIR, SANOFI ENCHAÎNE LES RESTRUCTURATIONS ET LES SUPPRESSIONS D'EMPLOI.

3

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

67 rue de la Boétie, Paris
La banque qui vous aide à déposer votre argent sous le soleil des Caraïbes

La Société Générale a particulièrement été visée par les révélations des Panama Papers en avril 2016 : la banque a en effet créé, via Mossack Fonseca, pas moins de 979 sociétés offshore entre 1977 et 2015¹, score qui la situe dans le top 5 des banques utilisant le plus les services du cabinet panaméen. Une enquête préliminaire pour blanchiment a été ouverte en France par le Parquet national financier. En effet, si permettre l'ouverture d'une société offshore, c'est-à-dire d'une société dans un pays qui n'est pas celui de votre résidence fiscale, n'est pas un problème en soi, cela peut permettre de dissimuler de l'argent non seulement au fisc, mais aussi aux contrôles judiciaires de toute sorte. Ces révélations ont également fait couler cher au directeur général de la Société Générale, Frédéric Oudéa, qui avait témoigné sous serment en 2012 devant le Sénat français que sa banque n'avait plus d'activité au Panama, ni dans un autre territoire non coopératif. Le bureau du Sénat a cependant renoncé à engager des poursuites pour faux témoignage. Au-delà de l'affaire des Panama Papers, la présence de la Société Générale dans des paradis fiscaux pose de nombreuses questions : en 2014, ses activités dans ces territoires rapportaient 4 fois plus de bénéfices que dans les autres pays, alors que ses salariés y sont 16 fois moins nombreux².

1) <http://abonnes.lemonde.fr/panama-papers/article/2016/04/05/panama-papers-les-979-societes-offshore-creees-par-la-societe-generale-via-mossack-fonseca-4895993-4890278.html>
2) <http://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/rapport-banques.pdf>

4

STARBUCKS

162 rue du Faubourg Saint-Honoré, Paris
La chaîne qui vous offre un café garanti 100% sans contribution fiscale

Starbucks est l'une des premières multinationales à s'être retrouvée au cœur d'une controverse de grande ampleur en 2012 suite à une enquête de l'agence Reuters¹, qui a montré comment, en transférant une partie de ses profits aux Pays Bas et en Suisse, la filiale britannique de Starbucks n'avait pas payé d'impôt sur les sociétés depuis 3 ans. Même montage, mêmes effets : selon BFM business², en France non plus, l'entreprise n'aurait pas payé d'impôt sur les sociétés depuis son installation. C'est au Royaume-Uni que les révélations ont fait le plus de bruit : le mouvement britannique Uncut a lancé une importante opération de boycott qui a contraint l'entreprise à sortir du silence, et à annoncer notamment qu'elle allait désormais « payer l'impôt sur les sociétés au Royaume Uni ». Déclaration qui a étonné le responsable de la politique fiscale de KPMG au Royaume-Uni, qui a déclaré : « C'est la première fois que je vois l'opinion publique faire changer d'avis une compagnie influente et puissante comme Starbucks³ ». Ces annonces n'ont pas suffi à convaincre la Commission européenne, qui a ouvert une enquête en 2014 sur les pratiques fiscales de Starbucks, et conclu un an plus tard au caractère illégal de certains avantages octroyés par les Pays-Bas à l'entreprise, en enjoignant ce pays à récupérer le manque à gagner (estimé entre 20 et 30 millions d'euros). Mais les Pays-Bas ont fait appel...

1) <http://uk.reuters.com/article/us-britain-starbucks-tax-idUKBRE89E0EX20121015>
2) <http://bfmbusiness.bfmtv.com/votre-argent/starbucks-n-a-pas-payé-d-impot-france-depuis-installation-375004.html>
3) http://www.lepoint.fr/monde/haro-sur-les-starbucks-britanniques-08-12-2012-1547273_24.php

5

FRESHFIELDS

2 rue Paul Cézanne, Paris
Un État vous demande de payer des impôts ? Parlez-en à nos avocats, et nous vous aiderons à les poursuivre en justice !

Freshfields est le cabinet d'avocats dominant dans le secteur de l'arbitrage entre investisseur et État. Ces procédures (nommées ISDS pour leur acronyme en anglais) permettent aux investisseurs étrangers de poursuivre en justice un État, sur la base d'un traité de commerce et d'investissement, simplement parce que son gouvernement prend des mesures qui nuisent à son taux de profit. Freshfields offre les services d'avocats et d'arbitres dans ces procédures, qui coûtent en moyenne 8 millions de dollars américains aux États. Prenons le cas de Vodafone en Inde¹ pour mieux comprendre ces procédures d'arbitrage et comment elles peuvent être antinomiques à la justice fiscale. Vodafone est maintenant le principal opérateur mobile en Inde avec 180 millions de clients. Vodafone a acheté une entreprise indienne de télécommunications, Hutchinson Essar Ltd, en 2007 à travers de nombreuses filiales, dont certaines basées aux îles Caïmans et à l'île Maurice. Résultat : Vodafone n'a payé

« C'EST LA PREMIÈRE FOIS QUE JE VOIS L'OPINION PUBLIQUE FAIRE CHANGER D'AVIS UNE COMPAGNIE INFLUENTE ET PUISSANTE COMME STARBUCKS ». KPMG

aucun impôt sur cette transaction de 11 milliards de dollars américains. Lorsque le gouvernement indien lui a demandé des comptes, l'entreprise a poursuivi l'Inde en justice devant un tribunal d'arbitrage. La procédure est toujours en cours. Conséquence de cette affaire et d'autres, l'Inde a aujourd'hui décidé de renégocier tous ses traités de commerce et d'investissement.

1) <http://uk.reuters.com/article/us-britain-starbucks-tax-idUKBRE89E0EX20121015>

6

ASSOCIATION FRANÇAISE DE LA GESTION FINANCIÈRE

41 rue de la Bienfaisance, Paris
Le lobby qui rêve d'imiter le Luxembourg à Paris

L'Association française de la gestion financière (AFG) représente les professionnels de la gestion d'actifs boursiers - un secteur dominé par les grandes banques et sociétés d'assurance (Amundi, Natixis, Axa, BNP...). Présente à la fois à Paris et à Bruxelles où elle dispose de trois lobbyistes à plein temps, l'AFG défend les intérêts de la finance française contre toutes les formes de régulation ou de taxation. Elle s'oppose depuis toujours, par exemple, à la taxe sur les transactions financières (TTF). Il y a quelques mois, elle a présenté au gouvernement une série de propositions pour que la place de Paris tire parti du Brexit en attirant les traders de Londres. Ses recettes ? Supprimer une ribambelle de taxes et créer une « zone franche financière » en plein Paris, ainsi que dans l'Est de la France à proximité de la frontière luxembourgeoise¹.

1) <http://www.latribune.fr/entreprises-finance/banques-finance/brexit-une-zone-franche-a-paris-pour-concurrencer-le-luxembourg-618665.htm>

EUROPEAN FUND AND ASSET MANAGEMENT ASSOCIATION

EFAMA à Bruxelles est l'équivalent européen de l'Association française de la gestion financière. En 2015, EFAMA a fait du lobbying contre des mesures européennes pour garantir une plus grande transparence sur la fiscalité des entreprises. Leur argument : cela nuirait à l'économie européenne. EFAMA, fervent défenseur de l'opacité fiscale, est membre du groupe d'experts de la Commission européenne sur l'échange automatique de données fiscales. La Commission demande donc aux pyromanes d'éteindre le feu de l'évasion fiscale.

7

FLEISHMANHILLARD

37-39 rue de la Bienfaisance, Paris
Les autorités vous posent des questions gênantes ? Demandez à nos lobbyistes de vous aider à y répondre et protéger votre réputation

FleishmanHillard est une entreprise de consultants spécialiste du lobbying, des relations publiques et de la communication : un poids lourd du secteur au niveau mondial, présente aussi bien à Bruxelles qu'à Paris et dans bien d'autres pays. A Bruxelles, elle employait 51 personnes en 2015, pour un budget de plus de 6 millions d'euros. Suite aux scandales Luxleaks, Swissleaks et Panama papers, le Parlement européen a créé une commission d'enquête pour questionner certaines multinationales sur leurs pratiques d'évasion et d'optimisation fiscales. L'équipe "taxation" de FleishmanHillard à Bruxelles a offert à ses clients (qui incluent BNP Paribas, Barclays, HSBC, etc.) d'anticiper les questions difficiles et de les préparer à ces auditions. Ils offraient notamment à leurs clients des analyses détaillées par entreprise et les préparaient en leur faisant passer des auditions tests¹.

1) <http://fleishmanhillard.eu/work/companies-put-spotlight-european-parliament-invited-public-hearings-tax-avoidance-practices/>

8

EUROFI

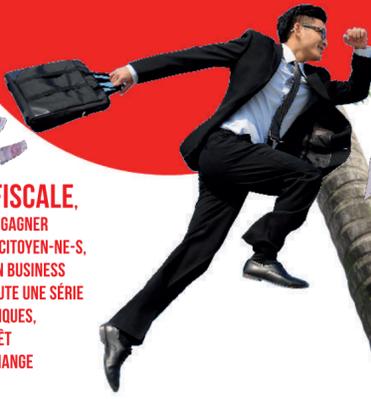
66, rue de Miromesnil, Paris
Comment faire passer vos messages aux plus hauts dirigeants ? Rencontrez-les en toute discrétion grâce à votre association européenne !

Eurofi est un think tank actif à Bruxelles et à Paris. Ses membres incluent la Société générale, PricewaterhouseCoopers, le Crédit agricole, la Caisse des dépôts, le Groupe BPCE, etc. Son principal objectif est d'aider les industriels et les décideurs politiques à élaborer des positions communes en termes de réglementation financière. Mais Eurofi n'est pas dans le registre de transparence de la Commission européenne. Ils refusent donc de révéler leurs activités de lobbying au grand public. Eurofi organise des événements de haut niveau. En 2015, leur dîner de gala au Luxembourg a été inauguré par le Ministre des Finances du pays. Au cours de ce forum, les entreprises membres d'Eurofi ont affirmé aux décideurs politiques européens que les impôts étaient une des causes de la stagnation des investissements en Europe¹.

1) <http://luxembourg2015.eurofi.net/overall-summary/>

SPÉCIAL JUSTICE FISCALE

LOBBY TOUR IN PARIS



L'ÉVASION FISCALE, C'EST UN MANQUE À GAGNER POUR L'ÉTAT ET LES CITOYEN-NE-S, MAIS C'EST AUSSI UN BUSINESS DONT PROFITENT TOUTE UNE SÉRIE D'ACTEURS ÉCONOMIQUES, QUI ONT TOUT INTÉRÊT À CE QUE RIEN NE CHANGE



Luxleaks, Swissleaks, Offshore leaks, Panama Papers... En matière de fraude et d'évasion fiscales, les scandales se suivent et se ressemblent, mais les réponses politiques restent extrêmement timides. Les mauvaises pratiques persistent, et les mesures les plus basiques de justice fiscale, comme le reporting pays par pays public, sont sans cesse retardées.

L'ÉVASION FISCALE DES GRANDES ENTREPRISES, QUE CERTAINS APPELLENT POLIMENT « OPTIMISATION FISCALE », CE SONT DES PRATIQUES LÉGALES, OU À LA LIMITE DE LA LÉGALITÉ, QUI CONSISTENT À MULTIPLIER LES MONTAGES POUR DIMINUER DRASTIQUEMENT LES FEUILLES D'IMPÔTS

Ce guide vous propose de partir à la découverte des entreprises, institutions financières, firmes d'audit, cabinets de lobbying, associations professionnelles et autres qui contribuent à freiner les avancées, en France et au niveau européen. L'évasion fiscale des grandes entreprises, que certains appellent poliment « optimisation fiscale », ce sont des pratiques légales, ou à la limite de la légalité, qui consistent à multiplier les montages pour diminuer drastiquement les feuilles d'impôts et représentent donc un manque à gagner très important pour l'État et les citoyens. Mais c'est aussi un business dont profitent toute une série d'acteurs économiques, qui ont tout intérêt à ce que rien ne change.

